

**Point de presse de la porte-parole -  
Géorgie, Azerbaïdjan,  
Arménie/Déplacement de M.  
Jean-Yves Le Drian -  
Roumanie/Entretien de Mme  
Nathalie Loiseau avec son  
homologue roumain, M. Victor  
Negrescu - Libye/Attentat terroriste  
à Benghazi - Union  
européenne/Conseil affaires  
étrangères - Justice/Défense  
(Paris, 25 mai 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Géorgie, Azerbaïdjan, Arménie - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (26-28 mai 2018)

M. Jean-Yves Le Drian effectuera du 26 au 28 mai un déplacement dans le Caucase du sud. Il se rendra successivement dans les trois pays de la région : en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Arménie.

Ces visites comporteront deux dimensions essentielles : d'une part, la présence aux célébrations organisées à l'occasion du centenaire de la proclamation des premières Républiques dans chacun des pays de la région ; d'autre part, le renforcement de nos relations avec chacun de ces pays.

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères participera à Tbilissi, Bakou et Erevan aux commémorations de la proclamation de l'indépendance de ces trois républiques en 1918.

La participation de la France aux cérémonies du centenaire des indépendances illustre l'ancienneté de nos relations bilatérales, auxquelles M. Jean-Yves Le Drian donnera une nouvelle impulsion à l'occasion de cette visite : il aura des réunions de travail avec ses homologues et sera reçu par les chefs d'Etat ou de gouvernement.

Ces entretiens permettront de renforcer notre dialogue politique en mettant l'accent sur la primauté de l'Etat de droit, la bonne gouvernance et le respect des libertés individuelles et collectives. M. Le Drian soutiendra les projets de nos entreprises pour renforcer notre présence économique et commerciale. Enfin, il promouvra les coopérations éducatives appuyées sur nos

établissements scolaires, l'enseignement du français et les partenariats universitaires.

En Géorgie, le ministre rencontrera le président Margvelashvili, le Premier ministre, M. Kvirikashvili, et le ministre des affaires étrangères, M. Janelidzé. Il assurera ses interlocuteurs du soutien de la France à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du pays dans ses frontières internationalement reconnues.

M. Jean-Yves Le Drian participera à la prise d'armes organisée sur la place de la liberté de Tbilissi pour le centenaire de la première république. Ce sera l'occasion de saluer la fraternité d'armes entre soldats français et géorgiens, engagés côte à côte dans des opérations de maintien de la paix, particulièrement en République Centrafricaine.

Le ministre inaugurera une exposition présentant une sélection d'archives diplomatiques conservées par le ministère des Affaires étrangères sur les relations entre la première République de Géorgie et la France, où le gouvernement en exil fut accueilli à partir de 1921.

M. Jean-Yves Le Drian signera un accord de coopération universitaire visant à établir une université franco-géorgienne sous forme d'un réseau de partenariats dispensant des formations conjointes et délocalisées.

En Azerbaïdjan, le ministre aura des entretiens avec le président Aliyev, la Première vice-présidente, Mme Mehriban Aliyeva, le ministre des affaires étrangères, M. Mammadyarov et le ministre des finances, M. Sharifov. M. Le Drian procèdera à un tour d'horizon des sujets d'actualité internationale et évoquera les relations bilatérales. Sur le plan économique, notre coopération sera renforcée par la signature d'accords entre industriels des deux pays et par la perspective possible d'offres de formations adaptées aux besoins du marché.

M. Jean-Yves Le Drian visitera l'université franco-azerbaïdjanaise, ouverte en 2016 et en essor rapide. Dans ces locaux, construits par le gouvernement azerbaïdjanais, M. Jean-Yves Le Drian inaugurera une exposition d'archives françaises consacrées à la première République d'Azerbaïdjan. Le ministre aura également un échange avec les étudiants.

En Arménie, le ministre aura un échange avec le président Sarkissian, le Premier ministre, M. Pachinian, et le ministre des affaires étrangères, M. Mnatsakanian. Il sera le premier ministre européen à rencontrer les nouvelles autorités.

M. Le Drian examinera avec ses interlocuteurs les différents aspects de nos relations, y compris les moyens de renforcer les échanges économiques. La signature d'un accord d'établissement de l'Agence française de développement en Arménie marquera une étape dans l'approfondissement de notre coopération économique.

Le ministre visitera l'université française en Arménie, fleuron de notre coopération éducative. Il y rencontrera les étudiants, dont le nombre va croissant, et qui pourront, à partir de

septembre 2018, s'inscrire dans une nouvelle filière de mathématiques appliquées et informatique.

2 - Roumanie - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec son homologue roumain, M. Victor Negrescu (Paris, 25 mai 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, recevra le ministre délégué aux affaires européennes de Roumanie, M. Victor Negrescu, le 25 mai 2018 à Paris.

Les deux ministres feront le point sur le développement des relations bilatérales, dont la dimension culturelle sera encore accentuée lors de la prochaine saison France-Roumanie 2019. Ils évoqueront les principaux sujets d'actualité européenne, en particulier la situation de l'Etat de droit et les questions de justice et d'affaires intérieures ainsi que le futur cadre financier pluriannuel. Ils échangeront également sur les perspectives de la présidence du Conseil de l'Union européenne que la Roumanie exercera pour la première fois au premier semestre 2019.

3 - Libye - Attentat terroriste à Benghazi (25 mai 2018)

La France condamne avec la plus grande fermeté l'attentat terroriste qui a frappé cette nuit le coeur de Benghazi. Elle adresse ses condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'aux autorités et au peuple libyen.

Dans cette nouvelle épreuve, la France se tient résolument au côté de la Libye. Nous continuerons à faire front commun avec l'ensemble des forces libyennes qui luttent contre le terrorisme.

Ce lâche attentat rappelle aussi l'urgence de parvenir en Libye à une solution politique, qui passe par la tenue d'élections et l'unification des forces armées sous l'autorité du pouvoir civil, seules à même de garantir durablement la sécurité des Libyens et la stabilité du pays.

La France appelle à intensifier les efforts en ce sens de la communauté internationale en soutien des Libyens, sous l'égide des Nations unies et avec l'appui de l'ensemble des partenaires internationaux de la Libye, en particulier les pays de la région.

4 - Union européenne - Conseil affaires étrangères (Bruxelles, 28 mai)

Le Conseil affaires étrangères se tiendra à Bruxelles le 28 mai. Les échanges porteront sur les points suivants :

- Venezuela : Les ministres européens adresseront un nouveau message de fermeté à l'attention des autorités vénézuéliennes alors que le scrutin anticipé de l'élection présidentielle du 20 mai, auquel une grande partie de l'opposition avait été empêchée de participer, a été émaillé

d'irrégularités et que la situation humanitaire ne cesse de se dégrader. Le Conseil adoptera des conclusions en ce sens, entérinant de nouvelles mesures restrictives contre des personnalités proches du président Maduro;

- Iran : Quelques semaines après la décision du président Trump d'un retrait américain du JCPOA, le Conseil sera l'occasion de rappeler l'unité de vue et de position de l'Union européenne en faveur du maintien de cet accord et de marquer notre détermination à tout mettre en oeuvre pour le préserver, tant que les Iraniens respecteront leurs engagements dans ce cadre. L'Union européenne est déterminée à protéger ses intérêts et ceux de ses entreprises et investisseurs, face à l'effet extraterritorial des sanctions américaines. Cette discussion permettra également de rappeler l'importance de traiter les questions balistiques et régionales dans le cadre d'une approche globale avec l'Iran;

- RDC : le Conseil abordera la situation en République Démocratique du Congo et réaffirmera la priorité à accorder à la bonne tenue des élections dans le respect du calendrier électoral prévu et dans le cadre d'un processus libre et transparent;

- Gaza : les échanges porteront sur la situation dans la bande de Gaza, suite à la répression excessive des manifestations survenues depuis le 30 mars, dans un contexte où ce territoire s'enfonce inexorablement dans une crise humanitaire. Outre la tension générée ces derniers jours par le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, les ministres débattront de la nécessité de réinstaurer un horizon politique sur le processus de paix et de parvenir à une paix juste et durable fondée sur la solution des deux Etats, y compris sur le statut de Jérusalem, principes qui constituent la position constante de l'Union européenne;

- Post-Cotonou : le Conseil affaires étrangères discutera du projet de mandat qui sera confié à la Commission pour l'ouverture de négociations avec 79 pays d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique en vue du renouvellement après 2020 du partenariat UE-ACP. Ces échanges seront l'occasion pour les ministres de rappeler l'ambition que doit avoir l'UE s'agissant de ses relations avec les pays ACP et la nécessité de les inscrire dans un cadre rénové, modernisé et résolument tourné vers l'avenir.

Des conclusions seront par ailleurs adoptées sur le renforcement de la politique de sécurité et de défense commune civile, la coopération sécuritaire de l'UE en et avec l'Asie, le rapport de la Cour des comptes concernant les missions d'observation électorale ainsi que la position de l'UE en matière de lutte contre le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre.

## 5 - Justice - Défense

Q - Deux ex-agents français ont été mis en examen pour intelligence avec une puissance étrangère. Quelles sont les conséquences de cette affaire au plan diplomatique ? Pouvez-vous confirmer qu'il s'agit de la Chine, comme l'affirment plusieurs médias français ?

R - Nous n'avons pas de commentaires à ce sujet. Nous vous invitons à contacter le ministère des armées./.

